

## **Annonce de la contribution de la Suisse**

### **Conférence internationale de reconstitution des ressources du Partenariat mondial pour l'éducation**

**26 juin 2014, Bruxelles**

Mesdames et Messieurs,

C'est avec grand plaisir que je prends la parole au nom de l'Agence suisse pour le développement et la coopération du Ministère des Affaires étrangères suisse. J'aimerais saisir cette occasion pour féliciter le Partenariat mondial pour l'éducation et la Commission européenne de l'excellence de la préparation et de l'organisation de cet événement très important. Il s'agit d'un moment crucial pour l'avenir de l'éducation et de la communauté impliquée d'une façon ou d'une autre dans ce secteur et engagée à y contribuer.

Traditionnellement, la Suisse soutient les efforts engagés par les pays les plus pauvres pour traiter les questions de pauvreté, de développement et de solution aux crises humanitaires. Nous défendons la lutte contre la pauvreté, le respect des droits de la personne humaine et la promotion de la démocratie. Au cours de ces dernières années, la Suisse a progressivement augmenté sa contribution à l'aide internationale pour le développement et la coopération ; celle-ci représente aujourd'hui 0,5 % de notre PIB.

Selon le cadre politique du Parlement suisse pour la période 2013 à 2016, l'accès équitable aux services de base est considéré primordial dans tous les domaines du développement. L'économie de la Suisse, sa vie sociale, culturelle et politique dépend essentiellement de la qualité et des compétences de ses ressources humaines. Reconnaisant également la valeur de l'éducation au niveau international, l'éducation de base et le développement des compétences professionnelles font partie des neuf champs prioritaires de la Suisse.

La Suisse prône une approche basée sur les droits en matière d'éducation et considère ce domaine comme une condition importante et un facilitateur pour un développement durable. Les priorités clés au sein de l'éducation renforcent l'accès équitable à une éducation de qualité et pertinente adaptée au contexte, tout en améliorant les systèmes éducatifs nationaux. Nous nous concentrons sur la plupart des groupes marginalisés tels que les femmes et les jeunes filles, les populations rurales, nomades et celles qui sont exclues du système scolaire officiel. Consciente des obstacles importants à son développement, la zone géographique d'action de la Suisse est l'Afrique subsaharienne, où nous soutenons et défendons des systèmes éducatifs complets comprenant des services pédagogiques non formels et innovants. Trop d'enfants et d'adultes sont privés d'accès à une éducation de qualité, et la Suisse développe et fait depuis de nombreuses années la promotion de modèles alternatifs pour les enfants et les jeunes déscolarisés, ainsi que pour l'alphabétisation des adultes. Afin de promouvoir les opportunités économiques des nombreux jeunes entrant sur le marché du travail, nous œuvrons également à la consolidation de liens continus entre l'éducation de base et le développement de compétences professionnelles, secteur dans lequel la Suisse possède une longue expérience.

Nous favorisons également, et c'est notre exigence, le fait que les enfants bénéficient d'un environnement sécurisé et propice à l'éducation, particulièrement dans des situations de conflit. Nous demandons ainsi à ce que toutes les mesures soient prises pour les protéger de la violence et de l'exclusion en matière d'apprentissage.

En ce qui concerne le débat sur les objectifs post-2015, la Suisse prône un objectif global complet basé sur le droit à l'éducation pour tous – enfants, jeunes et adultes. Nous recommandons fortement la prise en compte adéquate de cette approche dans les différentes cibles faisant à présent l'objet de discussions.

En termes de financement, la Suisse apporte son soutien à différents niveaux :

Au niveau bilatéral, en 2012 la Suisse a dépensé 5,5 % de son budget d'aide bilatérale dans l'éducation, c'est-à-dire environ 77 millions \$US. Ce montant est en augmentation constante depuis 2007. L'aide bilatérale est alignée sur les plans sectoriels de l'éducation nationaux et est décaissée sous forme de soutien au budget, soutien au budget sectoriel, caisses communes, programmes et soutien à la société civile des pays.

Les pays rencontrant des problèmes similaires, les organisations régionales peuvent catalyser le partage des connaissances et les enseignements mutuels. La Suisse fournit un appui d'un montant de 5,6 millions \$US par an aux programmes et partenaires régionaux en Afrique.

La Suisse met également des financements à la disposition de plusieurs partenaires internationaux : des instituts spécialisés de l'UNESCO et des réseaux de la société civile et de la recherche. Nous venons de renouveler une contribution de quatre ans à l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie de Hambourg et à l'Institut international de l'UNESCO pour la planification de l'éducation de Paris, de 6,7 millions \$US chacune. Nous lançons actuellement un nouveau soutien au programme PASEC de la CONFEMEN. La contribution globale à ces partenaires multilatéraux et internationaux a atteint 13,5 millions \$US en 2014. D'autres contributions sont destinées à l'UNICEF, au PAM, à l'UNRWA ou l'UNHCR pour des activités éducatives dans les situations de crise humanitaire.

**Enfin, le Partenariat mondial pour l'éducation est un partenaire qui a pris une importance croissante au fil des dernières années.** La Suisse s'est associée à l'Initiative pour la mise en œuvre accélérée du programme Éducation pour tous du Partenariat mondial en 2008 avec une contribution, au départ modeste, en constante augmentation depuis. Nous venons de signer une contribution pour la période 2013 – 2015 d'un montant annuel de 7,2 millions \$US. Le cadre actuel pour la coopération internationale du Parlement suisse pour la période 2013 – 2017 ne fournit pas de financement additionnel au Partenariat mondial à ce moment de la reconstitution des ressources. La Suisse confirme cependant la poursuite de son engagement au Partenariat mondial au-delà de 2015, si possible avec une augmentation croissante à partir de 2017, sous réserve de l'aval politique du Parlement.

Le Partenariat mondial s'étend au-delà des contributions financières. La Suisse demeure un membre du Groupe Bailleurs 1 des pays donateurs et apporte son

expérience du terrain. Au niveau du pays, l'éducation étant un secteur prioritaire en Suisse, nous sommes activement engagés dans le Groupe local de partenaire de l'éducation. Nous sommes actuellement l'agence de coordination du Niger. Nous remplirons ce rôle l'an prochain au Burkina Faso.

La Suisse a également récemment rejoint l'Initiative allemande BACKUP - Education, dans le but de soutenir davantage la cause de l'éducation en Afrique et les capacités des partenaires.

La Suisse demeure donc très engagée dans le domaine de l'éducation et auprès du Partenariat mondial.

Je vous remercie de votre attention.